

Usage politique de l'histoire par le régionalisme breton dans les conflits sociaux des années 68

Les années 68 sont marquées en Bretagne, mais pas seulement, par le renouveau du régionalisme. Celui-ci sort profondément meurtri de la Seconde Guerre mondiale au cours de laquelle certains autonomistes bretons réunis au sein de la revue *Breizh Atao* puis du Parti National Breton (PNB) ont sciemment joué la carte nazie. Les lendemains sont donc sombres pour les autonomistes pourchassés dans le cadre de l'épuration obligeant certains cadres du mouvement comme Yann Goulet ou Olier Mordrel à l'exil. Si les conséquences réelles de cette épuration furent somme toute limitées¹, leur prégnance dans les mémoires furent durables² et imposa au mouvement breton un retour drastique sur lui-même. C'est dans ce cadre que se formalise une relecture de l'histoire par le régionalisme breton, relecture qui aboutit à un renversement des références idéologiques. Mon objectif dans cette communication est dans un premier temps de mettre en avant la perception du fait d'être breton dans les années 68 au travers des sources orales et de la démarche autogestionnaire qui fleurit en Bretagne au fil des conflits sociaux, puis d'aborder la remise en cause d'une référence strictement historique au régionalisme breton ; enfin de mettre en évidence, par l'étude des principaux mouvements bretons – et au premier chef de l'Union Démocratique Bretonne (UDB) – la dimension proprement politique de ce régionalisme des années 68.

1. L'enjeu d'une relecture de l'histoire : combattre les stéréotypes

Lorsqu'en 1964 les sidérurgistes hennebontais chantent la Marseillaise devant la sous-préfecture de Lorient alors que leurs banderoles clament « Français à part entière », quand en 1968 les grévistes de la CSF Thomson à Brest laisse flotter un drapeau tricolore au faite de leur usine occupée, le symbole va plus loin qu'un simple rappel à l'ordre, il procède de la volonté de faire reconnaître une identité spécifique perçue par les acteurs comme ignorée par un ensemble national, il exprime une volonté d'appartenance bien loin des stéréotypes concernant la Bretagne et les bretons..

Evoquer la perception de la Bretagne et « des Bretons » revient à poser la problématique de l'appréhension d'une identité collective – par définition floue et stéréotypée - à un moment donné – ce qui revient à analyser son évolution en une succession de moments « forts », donc arbitrairement choisis - par des individus pris en groupes supposés homogènes ou par des individus clairement identifiés et dépositaires d'une vérité exemplaire. C'est souligner l'extrême difficulté de l'opération qui amène fatalement à la généralisation et donc porte en elle-même ses limites. Qu'est ce qu'en soi que l'identité ? Le débat est actuellement largement ouvert sous l'influence de l'historiographie américaine traversées par les revendications culturelles minoritaires orientée par le *linguistic turn*³. Dans le cadre de ce mouvement dont les limites sont son adaptation aux cadres sociaux états-uniens, le terme d'« identité » lui-même est amené à être reconstruit, on parle ainsi d'« identification » voir d'« autodétermination ». Dans le cadre français, on est plus récemment parvenu à la négation de l'identité

¹ Luc Capdevila, *L'imaginaire social de la libération en Bretagne*, Thèse nouveau régime, Rennes 2, 1997 et Christian Bougeard (sous la direction de), *Bretagne et identités régionales pendant la seconde guerre mondiale*, CRBC, Brest, 2002, 409 pages.

² Le mythe d'une épuration aveugle du mouvement breton est lancé par Yann Fouéré en 1962 dans *La Bretagne écartelée*, Paris, Nouvelles éditions latines, 192 pages.

³ Le *linguistic turn* est une démarche historiennne qui considère que la réalité perçue par l'historien ne peut se faire que par la médiation du langage et du discours qui devient donc objet d'étude.

collective en tant que telle en identifiant cette notion comme un processus interprétatif individuel s'exprimant par l'action faite en son nom (Paul Ricoeur 1990). On pourrait dès lors s'interroger sur la pertinence d'une telle démarche condamnée à l'approximation dans un cadre historique contingenté par la mesure du temps, ce serait oublier que ces représentations ont et continuent à jouer un rôle important dans l'appréciation qu'ont les acteurs de leur propre conduite, l'essentiel étant de mesurer le poids de telle ou telle représentation dans telle ou telle conduite individuelle. Afin d'éclairer cette notion d'identité « bretonne » à l'aube des années 68, il m'a paru essentiel de faire suivre sa définition par des représentations individuelles d'acteur des événements et de plonger avec eux - au travers des histoires de vie - dans une période « pré 68 » correspondant pour la majorité des témoins aux années de l'enfance. C'est à l'échelle de leurs mémoires que peuvent se dégager les connaissances purement universitaires cherchant dans les profondeurs du passé collectif les origines historiques des stéréotypes identitaires contre lesquels se lèvent, parfois inconsciemment, les grévistes bretons des années 68. Quatre conflits ont été étudiés, le conflit des forges d'Hennebont (1966), la grève de la CSF à Brest (1968), le conflit du Joint Français à Saint Briec (1972) et le conflit Doux à Pédernec (1973-1974)⁴.

Histoire d'un stéréotype

Dans son article, Catherine Bertho⁵ établit un modèle de représentation de la Bretagne en prenant pour base de départ, l'année 1830, date à laquelle les descriptions des provinces françaises sont fixées. On voit se détacher trois grands axes de représentation des « Bretons » et de la Bretagne dans une grande mesure péjorative.

On retrouve ainsi, par un déterminisme spatial, une confusion simplificatrice : les habitants ressemblent à leur pays. Ronan Le Coadic en trouve l'origine au XVII^e siècle.⁶ Mais plus surprenant, ce stéréotype se retrouve encore actuellement⁷, y compris dans les ouvrages très contemporains, l'assimilation courante des Bretons à leur territoire sous-entend un sentiment d'appartenance au sol qui est loin d'être une constante indiscutable. Pour ancrer ce stéréotype, l'action de la littérature populaire est déterminante, Balzac (*Les chouans*), Victor Hugo (*Quatre vingt treize*) marquent durablement une représentation de la Bretagne et de ses habitants comme naturellement liés l'une aux autres. On retrouve cette confusion sur un mode universitaire avec André Siegfried et son *Tableau politique de la France de l'Ouest* en 1913⁸, mais aussi dans la littérature scolaire avec l'exemple du célèbre « *Tour de France de deux enfants* ». L'assimilation du « breton » à son environnement granitique et maritime (Bruno, « un peuple de marins », Hugo, « des hommes de granit », Siegfried, « une race granitique ») renvoie à une notion d'immobilité et de sauvagerie. Si certains ont pu en faire une image valorisante – ainsi Olier Mordrel, idéologue de la dérive nazie de l'autonomisme breton apprécie cette comparaison comme un hommage de son interlocuteur allemand à ses convictions⁹ - la majorité des observateurs y voit une image dévalorisante d'un peuple perçu comme arriéré. Ce stéréotype a la vie dure puisqu'on la retrouve encore en 1964 dans

⁴ Ces conflits sont étudiés dans le cadre d'une thèse en préparation sur les représentations de l'industrialisation au filtre de cinq conflits bretons sous la direction de Jacqueline Sainclivier, université de Rennes 2.

⁵ Catherine Bertho, *L'invention de la Bretagne, genèse sociale d'un stéréotype*, Acte de la recherche en sciences sociales, n°35, novembre 1980.

⁶ Ronan Le Coadic, *L'identité bretonne*, Presse universitaire de Rennes, 1998, page 127.

⁷ Pour preuve Anne Gangue, « espaces touristiques et territoires identitaires en Bretagne » à partir de 400 prospectus touristiques collectés en 1977, *Norhis*, n°187, tome 47, 2000-3, pages 303-316

⁸ André Siegfried, *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République*, Paris, A. Colin, 1913

⁹ Olier Mordrel, *Breizh Atao*, 1973, édition Alain Moreau, Paris, 557 pages

l'ouvrage de Pierre Flatrés évoquant l'adéquation des comportements humains aux limites géologiques du massif armoricain¹⁰.

La notion de caractère « breton » clairement identifiée comme tranchant avec une référence nationale fait aussi partie des stéréotypes courants et intégrés. Ainsi le stéréotype du breton courageux remonte au IXe siècle, le Breton ivrogne remonte lui au haut moyen âge de même que la notion de sauvagerie. Jusqu'en 1830, le « breton » sauvage et superstitieux s'oppose à un ensemble national dominé par le progrès et la raison. Tournant à partir de 1830 quant face à l'avancée du socialisme le « breton » paysan conservateur devient un rempart contre la populace ouvrière avant de devenir à nouveau un repoussoir en tant que paysan au cours de la révolution industrielle et du développement de l'exode rural – c'est l'avènement du personnage de Bécassine dont l'évocation péjorative devient un élément central de la construction d'une représentation identitaire dans les années 68 au travers du « complexe de Bécassine », notion identitaire régionale qui a pour particularité de connaître une grande fortune au niveau national. Après 1850, le retard économique breton est révélé donnant ainsi durablement à la région une réputation d'arriération. La Bretagne devient une province *plus sauvage, plus catholique, plus conservatrice*. La prégnance de la ruralité dans les représentations de la Bretagne s'explique, selon Catherine Bertho du fait que *c'est toujours la culture rurale qui soutient l'identité de la province*, on peut ainsi souligner le renouveau du folklorisme au début du siècle qui voit un public cultivé élaborer des schémas à connotations touristiques. C'est la superposition de ces schémas que vont intégrer les ruraux Bretons accédant à la culture nationale aux lendemains de la Première Guerre mondiale. Cette vision stéréotypée reste très présente dans les représentations individuelles des habitants dans les années 68, la ruralité y est, en effet, présentée comme une tâche originelle facteur de distance pour la grande majorité des entretiens. C'est en partie contre cette culture rurale que se développent les nouvelles représentations du « breton » et de son histoire au risque de nier une part importante d'une identité bretonne en gestation

La perception identitaire des témoins

Se confronter à la mesure de l'identité individuelle au filtre des histoires de vie c'est bien faire la part belle à la fiction, mais c'est aussi découvrir un substrat commun de représentations identitaires à partir duquel il est possible de retrouver des origines historiques.

Dans le cadre des entretiens, les représentations des forgerons hennebontais tranchent du fait de leur antériorité. Leur mémoire limitée dans l'espace est par contre très ancrée dans le temps et l'on entend évoquer des représentations remontant au siècle dernier. Cette position, liée à un isolat géographique, exclut toute allusion à un sentiment identitaire à l'échelle régionale. Spontanément les témoins n'évoquent pas un cadre géographique plus large que la vallée du Blavet où ils vivent et donc renforce ce sentiment de liaison physique entre les hommes et leur environnement, l'un des témoins à qui l'on propose un contrat de footballeur professionnel à Marseille dans les années 1950 préfère revenir travailler aux forges d'Hennebont¹¹. Quand le questionnement porte directement sur leur appréhension d'une identité bretonne, les réponses apparaissent forcées : si le fait d'être « breton » ne pose aucun problème particulier et apparaît comme allant de soi, la notion de combat

¹⁰ Pierre Flatrés, *Les régions de l'Ouest*, PUF, 1964, page 7.

¹¹ *Qu'est ce que j'aurais fait là bas ? J'avais pas des parents pour me recommander, j'aurais rencontré une bande de « chrouilles » ou de gangsters là bas dans les footballeurs il y a des crades aussi. Il y avait des corses, je jouais avec des corses.* Entretien CLB du 15/02/1998, lamineur aux forges d'Hennebont

identitaire paraît vide de sens à l'exemple du combat pour la langue initié par les écoles Diwan que beaucoup considèrent comme au mieux inutile au pire dangereux pour l'avenir de leurs petits enfants¹². Dans les entretiens, les représentations d'une Bretagne pré 68 s'articulent autour de quelques données précises : la dureté du travail des anciens et de leurs parents et le refus de ce modèle, l'acceptation fataliste de l'exode pour des raisons financières ou de formations supérieures, la distance grandissante avec le monde paysan, l'absence de représentations identitaires qui se traduit par l'abandon, sans traumatisme, de la langue bretonne qui reprend une tendance clairement identifiée en Bretagne¹³ et plus largement de toutes formes de reconstruction historique régionale. Cette attitude est soutenue par les militants du PCF et de la CGT particulièrement actifs dans ce bastion métallurgique dont le secrétaire départemental souligne au cours d'un entretien l'absence total d'intérêt pour une culture bretonne marquée durablement du sceau de la collaboration¹⁴.

Pour les générations suivantes l'évocation de l'enfance est fortement teintée des stéréotypes des années 68 : le poids de la religion catholique, la fracture ville/campagne, l'absence de travail qui rejoint la problématique du sous-développement et pousse à l'exode. Ces générations se sont définies individuellement par rapport à des références extérieures à la Bretagne - soit par le départ, soit, dans le cadre de la décentralisation, à l'arrivée de contremaîtres extérieurs à la Bretagne, d'où une représentation de leur enfance bretonne fortement teintée de culpabilisation et de pessimisme, manière de mettre en avant leur parcours postérieur du à leur volonté et à leur capacité individuelle, d'où découle également leur appréciation d'une Bretagne retardée et/car cléricale. Ainsi GL technicien à la CSF Thomson marque bien son rejet initial de toute référence bretonne et à commencer par la pratique de la langue à cause du soutien apporté par le clergé aux nationalistes bretons du mouvement *Breizh Atao* mais aussi par l'influence de son environnement familial¹⁵. De la même manière l'autodétermination des acteurs sur un mode identitaire au travers des entretiens reste très ponctuelle ; ainsi il est arrivé qu'au détour d'une question, l'interviewé évoque le courage des Bretons¹⁶ ou leur goût du travail¹⁷. Dans ce cadre, il s'oppose aux accusations perçues de la part de la maîtrise sur son travail, tout en rejoignant inconsciemment une dénomination stéréotypée du caractère « breton ». Cette génération de l'exode va davantage se confronter à une réalité bretonne faisant abstraction du passé pour entrer dans une dynamique régionaliste marquée par l'exploitation des Bretons pris comme un ensemble face aux « Parisiens ». C'est dans ce cadre que va se préciser une revendication d'ordre régionaliste clairement perceptible dans les slogans mobilisateurs et les actions autogestionnaires qui se développent au cours des années 68.

L'affirmation d'une nouvelle représentation de la Bretagne : l'élan autogestionnaire à Brest en mai/juin 1968

¹² Entretien LGL du 10/07/2000, agent de planning aux forges d'Hennebont.

¹³ Fanch Broudig, spécialiste de la langue bretonne souligne ainsi : « *Peut-on disculper l'Etat d'avoir voulu procéder à l'élimination de la langue bretonne ? L'accusation est née au XXe siècle, et se développe depuis au rythme du mouvement breton. [...] [Cependant], c'est le choix qui a été fait massivement en Basse-Bretagne à partir de la dernière guerre. Peu importait généralement l'avenir de la langue bretonne elle-même. André Burguière en a été frappé : "La disparition du breton ne prend à Plozévet aucun tour dramatique. Pas de regret chez les " blancs ", pas de mépris chez les " rouges ". Pas de culture humiliée" [...] L'essentiel était de pouvoir accéder à d'autres connaissances, à d'autres échanges, à d'autres potentialités.* ». Fanch Broudig, *La pratique du breton de l'ancien régime à nos jours*, Presse Universitaire de Rennes, 1995, pages 442-443.

¹⁴ Entretien MP du 14/02/2000, secrétaire départementale CGT.

¹⁵ Ainsi lors de l'entretien avoue t-il sa honte d'accompagner sa mère portant la coiffe bretonne à Brest et objet des moqueries ou de l'exploitation des commerçants, Entretien GL, du 22 juillet 1997, technicien à la CSF.

¹⁶ Entretien MB du 12/07/2000, OS2 à la CSF Thomson à Brest

¹⁷ Ce dernier aspect est couramment évoqué dans les entretiens durant toutes la période étudiée.

La notion d'autogestion fait toujours débat¹⁸ et peut-être est-il nécessaire, avant d'aborder l'aspect strictement breton, de revenir sur les origines de ce concept dans la France des années 68. Yvon Bourdet en 1971 rappelle que le mot d'ordre d'autogestion n'a pas été saisi au vol de façon « opportuniste » le 16 mai 1968, il souligne que le terme est abordé dès 1964 par la fédération de la pétrochimie d'Edmond Maire oubliant la participation de Frédo Krumnow au nom de la fédération Hacuitex dès 1963¹⁹. Avec Alain Guillerm²⁰ il évoque l'origine yougoslave, espagnol et algérienne – insistant beaucoup sur cette dernière - du concept autogestionnaire au moment de son arrivée dans les pays industrialisés, pour eux l'apparition publique du terme intervient en 1963 après l'indépendance de l'Algérie - cette référence à l'Algérie est d'ailleurs fondamentale dans la reconstruction politique d'un régionalisme breton - mais le vrai débat qui s'instaure se noue autour du contenu même du terme. Si tous les observateurs s'accordent pour constater le primat des revendications traditionnelles par une volonté de gestion de leurs entreprises, ils notent comme trait fondamental de toutes les actions l'intervention active de la base qui mène et contrôle elle-même la lutte, et plutôt qu'étude de l'autogestion c'est bel et bien le changement des formes et du contenu des luttes sociales qui fait objet d'étude pour les sociologues des années 70 à travers la volonté affirmée des grévistes d'une prise de contrôle de leur environnement (licenciements, arbitraire patronal, classement et qualification, cadences, rendement et productivité, fiches de travail et cotation par poste, horaires)²¹. Ainsi l'autogestion loin d'être perçue comme un projet de société devient « l'exercice social de la liberté »²² dans les représentations des années 68.

Les expériences autogestionnaires qui se développent en Bretagne dans les années 68 procèdent de la même représentation d'une volonté d'autonomie, et il s'avère que cette volonté est moins formalisée dans un cadre breton que dans une optique de développement individuel. La conséquence n'en est pas moins qu'une part appréciable des éléments moteurs du processus autogestionnaire vont rejoindre les organisations politiques prônant une régionalisation voir une autonomie à l'exemple des techniciens de la CSF Thomson entrant à l'UDB ou au PSU. Ceux-ci vont dès lors participer à une reconstruction de l'histoire régionale en phase avec les luttes sociales.

A Brest, les salariés de la CSF, et notamment les jeunes techniciens, se lancent dès le 20 mai 1968 dans une expérience, qualifiée abusivement par les médias de « autogestionnaire », qui vise à autonomiser leur centre de production²³. En l'occurrence l'action précède l'idée. Avec des mots d'ordre liés à des problématiques internes à l'entreprise : le pouvoir des chefs, la non-reconnaissance des capacités professionnelles, l'absence de communication avec le centre parisien, le processus autogestionnaire à l'œuvre au sein de la CSF Thomson à Brest s'affirme rapidement comme une remise en cause des relations entre Paris et la province et plus généralement du jacobinisme. En effet, la démarche initiée au sein de l'entreprise par les techniciens vise à autonomiser le fonctionnement du centre brestois notamment par l'implantation d'un centre de recherche. Ces visées s'appuient, selon les témoignages recueillis trente ans après, sur le refus d'être considérés comme des « Français de seconde zone » affichant finalement une vision régionaliste de leur situation. Ainsi l'adhésion de

¹⁸ Elle a notamment été l'objet d'un colloque récent

¹⁹ Yvon Bourdet, syndicat, conseils ouvriers et autogestion, *Autogestion et socialisme*, juillet-octobre 1971.

²⁰ Alain Guillerm et yvon Bourdet, *Clef pour l'autogestion*, Seghers, 1975, 286 pages.

²¹ Serge Mallet, op.cité

²² Alain guillerm et Yve Bourdet, op. cité.

²³ Vincent Porhel, *L'autogestion à la CSF de Brest* in Dreyfus-Armand Geneviève, Franck Robert, Lévy Marie-Françoise, Zancarini-Fournel Michelle (sous la dir.), *Les années 68, le temps de la contestation*, Edition Complexe, 2000, 525 pages, cette publication est elle-même tirée du DEA soutenu à l'université de Paris 8 en 1998 sous la direction de Michelle Zancarini-Fournel.

GL au mouvement breton se fait quand le mot d'ordre autogestionnaire s'y généralise sous l'action de l'UDB comme du PSU. De l'autogestion dans l'entreprise à l'autogestion dans la région, le passage se fait « naturellement » y compris dans la récupération des slogans dénonçant le colonialisme²⁴. Ces slogans se formalisent dans les luttes par le rejet des « usines pirates » et plus généralement de la mainmise d'un capitalisme extérieur à la région qui impose ses décisions. Cette dimension est au cœur de la mobilisation du Joint Français, mais aussi de la grève du lait qui oppose les milieux paysans en 1972. La réappropriation de la langue – ou du moins une certaine reconnaissance de son retour à une modernité vécue – dans un cadre de luttes sociales se fait notamment en contact avec les paysans au cours des visites qu'ils rendent aux piquets de grève à l'occasion desquels la pratique du breton jette un pont entre des acteurs aux vécus par ailleurs éloignés²⁵. Reste que pour certains des acteurs de la CSF si l'autogestion au sein des entreprises procède bien d'une demande d'autonomie à connotation moderniste, l'autonomie régionale reste perçue comme un repli sur soi et donc condamnable marquant ainsi pour beaucoup la prégnance des représentations d'après guerre.²⁶

De façon étonnante, l'université brestoise en gestation échafaude dans le même temps et sans aucun contact avec l'expérience en cours à la CSF une réforme des universités à visée fédéraliste mise en évidence au niveau national lors des assises de Clermont Ferrand et de Grenoble²⁷. Parti elle aussi sur une volonté d'autonomie vis à vis du centre rennais, l'action initiée par les jeunes enseignants du Collège Littéraire Universitaire de Brest s'appuie sur une commission paritaire réunissant enseignants et étudiants au sein desquels des organisations régionalistes comme la Jeunesse Etudiante Bretonne (JEB) jouent un rôle essentiel. C'est également au sein de ce collège universitaire que se développe autour de Ronan Le Prohon, professeur au CLU l'organisation régionaliste la plus influente en Bretagne, l'Union Démocratique Bretonne (UDB) fondée en 1964.

Cette concomitance des objectifs de lutte met en évidence une vision de la Bretagne comme une région en phase avec le présent et qui réclame une reconnaissance de la part des autorités politiques et économiques. En ce sens cette vision du développement de la Bretagne initié par les acteurs sociaux rompt avec une longue tradition régionaliste assise sur une lecture sélective de l'histoire bretonne marquée par une opposition frontale avec un ensemble français.

2. La fin de l'histoire comme fondement de la nation bretonne et de la quête identitaire.

L'histoire comme fondement du nationalisme breton

Quand disparaît dans l'épuration le mouvement nationaliste breton, disparaît avec lui une référence nette à une histoire nationale bretonne. En effet, pour les tenants du nationalisme breton la nation trouve sa raison d'être dans une histoire spécifique. Expression de cette position doctrinale, l'action de *Breiz Atao* pour l'enseignement d'une histoire de Bretagne²⁸ dans l'Entre-deux guerre ; paraît ainsi une histoire de Bretagne signée C. Danio

²⁴ Entretien GL, du 22 juillet 1997, technicien à la CSF.

²⁵ Entretien PS du 5 août 1997, agriculteur

²⁶ Entretien RL et PR du 28 décembre 1997, ouvrier professionnel et administratif à la CSF Thomson

²⁷ Vincent Porhel, *Mai 68 au Collège Littéraire Universitaire de Brest*, mémoire de maîtrise sous la direction d'Edmond Monange, Université de Bretagne Occidentale, 1988.

²⁸ Cette démarche se fait dans le cadre de la cassure en 1924 entre BA et le Bleung-Brug d'inspiration catholique et jusqu'alors unique dispensateur d'une histoire régionale. Jean François Lorant, *Un siècle de régionalisme dans l'enseignement en Bretagne : histoire régionale et contre-histoire locale 1820-1945*, Rennes, Université de Rennes, Centre de recherches administratives et politiques, 1980, 214 pages

pseudonyme de Jeanne Corroler en 1921. Dans ces ouvrages scolaires, se dessinent les fondements d'une histoire nationale : la lutte séculaire entre la France et la Bretagne, l'alliance entre paysans et aristocrates contre les bourgeois qui profitent de la révolution pour s'enrichir, le rejet de du Guesclin comme traître à son peuple et le souvenir mythifié des ducs de Bretagne. A partir de 1931, la dérive du mouvement breton vers le nazisme accentue la dimension raciale de l'opposition entre Bretagne et France. Cette vision est relayée par le Bleung-Brug, mouvement régionaliste catholique, qui appuie sur les libertés bretonnes, le sacrifice des Bretons lors de la guerre de 1870 (épisode du camp de Conlie) et la célébration des Chouans. De fait se dessine une histoire retravaillée qui marque durablement les représentations historiographiques et dont le but est de fournir un fondement juridique à la souveraineté de la Bretagne. Au cœur de ces représentations se situe le traité d'union de 1532 qui réunit la Bretagne à la France en accordant des garanties à la population bretonne mais surtout par la reconnaissance *de facto* qu'il donne à la nation bretonne. Dès lors, tout procède de la nation et le programme de Pontivy du Conseil National Breton de 1931 prévoit la mise en place d'une assemblée provinciale, le caractère national de la langue bretonne, au niveau économique, une protection douanière qui protège une économie bretonne axée définitivement sur la paysannerie et l'artisanat.

Les lendemains de guerre sonnent le glas de cette vision de l'histoire régionale dont les représentations sont cependant durables – le traité de 1532 est ainsi évoqué par les autonomistes du FLB lors de leur jugement à Paris en 1972 au prétexte que selon les termes du traité un breton ne peut être jugé hors de Bretagne – place à une nouvelle construction du régionalisme breton sous l'impulsion d'une assemblée de notable : le CELIB.

Une nouvelle histoire ? Les représentations du CELIB

Lorsque Joseph Martray fonde le Centre d'Etudes et de Liaison des Intérêts Bretons (CELIB) en 1947, la page du nationalisme semble définitivement tournée. L'heure est au modernisme et au réalisme pour évoquer la situation de la Bretagne tout en rejetant tout lien avec le séparatisme honni²⁹. C'est par le mouvement fédéraliste qui se diffuse en France autour de la revue *La Fédération* que Joseph Martray va initier une nouvelle vision du développement breton tout en n'évitant pas les résurgences d'un passé dérangeant. Ainsi est mis en évidence le « problème breton » qu'un géographe rennais, Michel Phliponneau, va définir dans un grand nombre d'études synthétisées dans son ouvrage *Debout Bretagne*³⁰.

L'ouvrage de Phliponneau, dessine avec l'esprit du CELIB, les contours d'une Bretagne avide de progrès économique et notamment industriel, il rejette par là même toutes références à une historiographie passée³¹. Cette focalisation sur la dimension économique l'amène à évoquer une histoire de la Bretagne sensiblement différente en apparence de l'historiographie antérieure. Ainsi évoque-t-il pour asseoir les revendications du CELIB l'effondrement de l'industrie toilière bretonne au 18^{ème} siècle consécutive à la fermeture de l'espace

²⁹ « Les manifestations tapageuses de séparatismes ne sauraient faire illusion sur sa véritable force, c'était la doctrine d'une minorité et sa chance ne reposait que sur l'appui de l'étranger. Si les Bretons, dans leur pôle majoritaire condamnent aujourd'hui l'extrémisme des héritiers de Breiz Atao, ils ne renoncent pas de ce fait à toutes revendications », Joseph Martray, *Le problème breton et la réforme de la France*, 1947, Edition de Bretagne, la Baule, page 11.

³⁰ Michel Phliponneau, *Debout Bretagne*, Presse Universitaire de Bretagne, Saint Brieuc, 1970, 530 pages.

³¹ « Aux jeunes qui se battent pour rendre à la Bretagne sa dignité, il fallait montrer quelles étaient les voies sans issues, afin qu'ils en recherchent des nouvelles [...] je sais que l'imagination ne leur fera pas défaut. Je crains plutôt qu'elle ne les conduise à s'égarer dans les paradis théoriques à concevoir une Bretagne irréelle, modelées par des doctrines répondant aux caractères d'autres temps et d'autres lieux, mal adaptées à des réalités concrètes. Je voudrais qu'ils partent de données précises, de la connaissance objective de l'évolution et des caractères des faits humains, économiques, géographiques », *Debout Bretagne*, page 4

atlantique aux ambitions françaises ce qui a pour conséquence de rejeter la Bretagne hors de la révolution industrielle³². Cette référence à la révolution industrielle tranche profondément avec les représentations historiographiques précédentes axées, nous l'avons vu, sur une Bretagne désindustrialisée et fière de l'être³³. Cette nouvelle approche historiographique du régionalisme breton est à mettre en relation avec la suprématie de l'histoire moderne dans la foulée de l'histoire sérielle axée sur l'économie que connaît alors l'histoire en France avec Pierre Goubert ou Emmanuel Leroy-Ladurie. Cet attachement à des références historiques se retrouve dans la dénomination d' « Etats Généraux de la Bretagne » donnée aux réunions du CELIB, référence claire à la période révolutionnaire en rupture avec un discours nationaliste axé sur l'âge d'or des ducs de Bretagne. Reste qu'au-delà de la référence à une histoire économique, le discours du CELIB reprend un grand nombre d'éléments pré-existants de la doctrine du régionalisme breton.

L'aspect essentiel est la croyance en une société bretonne monolithique au sein de laquelle disparaît la notion de classes sociales³⁴. Ses représentations de la population qu'il refuse de déterminer plus avant en l'affublant de la dénomination générale de « breton » recèle enfin une vision très géographique, voir périphérique de l'espèce humaine qui ne ressort que par les leaders syndicaux agricoles ou cédétistes, de fait cette utilisation générique si elle s'explique par l'esprit de rassemblement que Phliponneau entend donner à son initiative sous-entend une solidarité interclassiste dont la réalité reste sujette à caution. Et de fait, il est très attentif aux accusations de poujadisme³⁵. Cette vision illusoire d'une solidarité régionale interclassiste débouche fatalement sur un constat désabusé de l'action des masses³⁶. Dès lors, les conclusions très dures pour lui-même et pour l'action du CELIB que Phliponneau dresse après 1962 n'ont pas lieu d'être, il souligne simplement l'absence d'alternative politique proposé aux aspirations des acteurs bretons. En organisant son action sur les critères de conduite étatiques (débat économiques de haut vol, priorité donné aux acteurs de la production agricole, déficit de communication pédagogique), le CELIB n'a fait que conforter l'électorat breton dans sa démarche gaulliste en lui proposant un vocabulaire technocratique que toutes personnes pouvaient assimiler à la vulgate d'Etat.

De là sans doute l'incapacité des membres du CELIB à provoquer des mobilisations durables et profondes et l'obligation d'en venir, de façon étonnante, à la pratique ancestrale du serment prêté en public pour tenter d'asseoir une légitimité. Ainsi peut-on évoquer le serment d'Auray prêté le 3 novembre 1962 et censé retenir les nouveaux députés autour des bases défendues par le CELIB contre la politique gaullienne ; mais aussi le serment d'Hennebont moins connu prêté par Joseph Martray en 1963 et engageant les ouvriers forgerons et les habitants luttant contre la fermeture programmée des forges à jurer de rester unis pour sauver les forges. Signe des limites atteintes par ce retour à des pratiques ancestrales, les forges sont finalement fermées en 1966 et les députés bretons abandonnent le CELIB déjà lâché par les syndicats à partir de 1964.

³² Cette position prend notamment appui sur les travaux de Jean Tanguy, *Production et le commerce des toiles "Bretagnes" du XVIe au XVIIIe siècle*, Paris, Bibliothèque nationale, 1969, pages 105-141

³³ A noter cependant qu'il ne s'agit pas de la première occurrence sur la question puisque déjà Henri Quilgars dans les années 20 articulait ses convictions régionalistes sur une analyse socio-économique de la situation bretonne, Henri Quilgars, *La production en Bretagne*, Brest, 1922, revue Buhez Breizh .

³⁴ Il souligne ainsi *sa foi que le développement rapide et global de la région réussisse ainsi à faire disparaître les oppositions classiques entre les catégories professionnelles et sociales*, page 57. A noter que Michel Phliponneau prend ses distances vis à vis de ces positions à la suite de la grève du Joint français en 1972, Michel Phliponneau, *Au joint français, les ouvriers bretons ...*, Presse universitaire de Bretagne, 1972, page 3.

³⁵ Ainsi à la page 54 aux lendemains de la bataille du rail « *mais cette politique de force n'était pas l'expression d'un poujadisme régional, n'appuyait pas des revendications démagogiques. Elle visait simplement à obtenir l'application d'une politique régionale rationnelle, cohérente, s'appuyant sur des données précises, conçue par une association de l'esprit scientifique et de l'esprit démocratique* »

³⁶ « *On ne peut attendre davantage de l'action de forces locales, professionnelles et sociales, trop dispersées, trop peu cohérentes pour dépasser des actions souvent spectaculaires, mais toujours sans lendemain* », page 3.

3. L'avènement d'une nouvelle représentation au travers des luttes sociales dans les années 68.

Il est de tradition de découper l'histoire du mouvement breton (baptisé *Emsav* que l'on peut traduire par *révolte* ou *relèvement*) en trois parties. Le premier Emsav correspond aux origines du régionalisme breton au XIX^{ème} siècle, le second à l'épisode nationaliste de 1919 à 1945, le troisième enfin couvrant l'évolution du mouvement breton des années 68. Reste que comme nous l'avons vu il est délicat, voir impossible de réunir dans un même espace de compréhension la multitude de mouvements régionalistes qui apparaissent en Bretagne dans les années 68, certains gardant des influences plus anciennes, d'autres avec des méthodes nées dans ces années 68. Le marqueur politique gauche/droite lui-même reste inopérant. S'il est clair que le mouvement régionaliste breton connaît un tournant à gauche dans les années 68, il demeure cependant des groupes de droite ou d'extrême droite. Aussi l'un des marqueurs utilisés ici est l'implication de ces mouvements dans les luttes sociales qui se multiplient dans les entreprises en Bretagne dans les années 68. Dans ces luttes s'affirme une autre dimension du régionalisme breton appuyée sur une nouvelle lecture du passé.

Histoire et prolongement du slogan « Bretagne=colonie »

La réflexion sur les slogans utilisés dans le cadre des luttes régionales s'inscrit dans les mutations du régionalisme de l'après guerre axées sur les problèmes économiques qui l'amène à lutter pour l'industrialisation. C'est dans ce cadre que se développe en Bretagne le slogan « Vivre et travailler au pays » né semble t-il lors de la grève des forges de l'Adour en 1960³⁷, il est utilisé lors des manifestations de mai/juin 1968 en Bretagne. Lorsque le Mouvement pour l'Organisation de la Bretagne (MOB) est créé en 1957 par Yann Fouéré, Ronan Goarant et Yann Poupinot, cette organisation regroupe toutes les sensibilités politiques et se bat pour le fédéralisme et l'unité européenne. Se proclamant cependant apolitique, elle va populariser la notion d'exploitation coloniale de la Bretagne par la France alors que le mouvement d'émancipation des peuples colonisés se développe en Afrique et en Asie. C'est donc bien le MOB, et non pas sa scission l'Union démocratique Bretonne (UDB), qui lance le slogan « Bretagne = colonie »³⁸ que le dernier cité popularise. Reste que cette dimension coloniale participe de longue date à l'idéologie du régionalisme breton. En effet, dès 1922, Henri Quilgarz, économiste bretonnant, initie la dimension économique dans le mouvement breton et souligne dans son ouvrage sur la production en Bretagne, que le CELIB n'aurait pas renié, l'aspect colonialiste de la présence française en Bretagne³⁹. Cette popularisation de la notion de colonie permet aux mouvements régionalistes des années 68 de s'intégrer dans le sens de l'histoire contemporaine et de participer aux débats nationaux et internationaux surtout quand de jeunes militants du MOB quittent cette organisation trop droitière pour fonder l'UDB en raison de la position de leur organisation sur la guerre d'Algérie et notamment l'usage de la torture. Autre exemple de dérive du MOB et qui prouve sa cécité historique, la diffusion d'une affiche dénonçant la déportation des Bretons et représentant un wagon de marchandise s'éloignant. Comble de maladresse – les éléments ne nous permettant pas d'évaluer l'aspect volontaire d'un tel rapprochement - le

³⁷ André Mayé, *Le combat des travailleurs. Forges de l'Adour (1945-1966)*, Le Luy de France, 1997, 116 pages, page 54

³⁸ *Cent et un questions sur le MOB*, 1960

³⁹ *Colbert fut un grand destructeur : pour lui les Bretons étaient des menteurs et il les traite comme peuple colonial*, Henri Quilgarz, op. cité

personnage représenté dans le wagon est affublé d'un costume rayé immédiatement perçu par le public comme en relation avec les camps de la mort. Maladresse ou provocation, le tollé est bien sûr général en Bretagne et discrédite encore plus si c'était nécessaire le mouvement régionaliste⁴⁰.

Au travers d'une idéologie socialiste, un nouveau regard sur l'histoire

Partis donc du combat contre la guerre d'Algérie, les fondateurs de l'UDB dans leur charte de 1964 reprennent l'essentiel des positions régionalistes du MOB en y ajoutant une composante socialiste. Celle-ci s'exprime par l'intérêt porté à l'économie déjà constaté à propos du CELIB et par le recours aux bases du socialisme comme la planification démocratique (page 107) et par l'appropriation collective des moyens de production (point 4 de la charte). Cette idéologie en construction se formalise dans le cadre historiographique – 'dxl'un des principaux fondateurs, Ronan Le Prohon est lui-même professeur d'histoire moderne à l'université de Brest. Dans ce cadre de nouveaux épisodes historiques sont mis en évidence. C'est notamment le cas de la révolte des bonnets rouges de 1675 qui remplace dans l'historiographie régionaliste la figure historiquement douteuse de Conan Mériadec soi disant fondateur de la monarchie bretonne, ainsi que les évocations d'une race celtique idéalisée durablement évincés par le souvenir de la guerre. On peut marquer l'apparition du thème des bonnets rouges en 1967 dans les cercles cultivés notamment étudiants par le biais d'un jeune poète régionaliste, fondateur de l'UDB, Paol Keineg qui dans une pièce théâtrale popularise à nouveau cet épisode social⁴¹. Ce thème historique est ensuite développé dans un ouvrage de Boris Porchnev⁴² qui souligne la modernité de cette contestation paysanne à partir du « code paysan »⁴³ rédigé par les révoltés. Ronan Le Prohon peut dès lors développer cette modernité du prolétariat agricole breton dans ses cours à l'université de Bretagne Occidentale⁴⁴ expliquant par la violente répression qui suit et les traces profondes qu'elle laisse dans les mémoires les limites atteintes par la révolution française en Bretagne un siècle plus tard. Ainsi sont minorées les représentations exclusivement chouannes et contre révolutionnaire de la Bretagne des stéréotypes antérieurs. Cette représentation historique d'un prolétariat agricole breton précocement en lutte contre le pouvoir central rompant avec les stéréotypes du breton fataliste devant la modernité se popularise et est notamment reprise par le très dynamique cinéma breton d'intervention sociale des années 68 avec la fondation du collectif « Torr e benn » par Jean Louis Le Tacon en 1972 qui reprend le cri de ralliement des bonnets rouges (« cassez leur la tête ») pour surnommer son entreprise cinématographique vouée à la popularisation des luttes sociales en Bretagne.

Cette action d'historisation est complétée à partir de 1975 de façon plus générale par les éditions *Skol Vreizh* sous la direction de Jean-Jacques Monnier qui en proposant une histoire contemporaine de la Bretagne diffuse

⁴⁰ D'ailleurs une correspondance RG souligne les limites de l'influence du MOB soulignant qu'il n'a que l'importance que les gens veulent bien lui donner.

⁴¹ Elle est alors jouée avec un grand succès par le Centre Dramatique Universitaire au Collège Littéraire Universitaire de Brest.

⁴² Boris Porchnev, *Les bonnets rouges*, 1975, Paris, Union Générale d'édition, 351 pages (l'ouvrage est précédé d'un texte d'Emsav stadel Breiz sur *Les bonnets rouges, les historiens et l'histoire*) et Yvon Garlan, Claude Nière, *Les révoltes bretonnes de 1675 : papier timbré et bonnets rouges*, 1975, Paris, Editions Sociales, 214 pages. Il est cependant à souligner que la révolte des bonnets rouges est aussi évoquée quoique brièvement par les partisans du PNB à preuve la souscription lancée par *Breiz Atao* pour commémorer le souvenir du leader de la révolte Sébastien Le Balp en 1932. Olier Mordrel page 180 ; op.cité. L'origine ultime de l'épisode est à trouver chez l'historien breton Arthur Le Moyne de la Borderie (1827-1901), *Histoire de Bretagne*, Rennes : J. Plihon et L. Hommay ; Paris : A. Picard, 1898-1914 ; Mayenne : J. Floch, 1972.

⁴³ Ce code paysan pour *la liberté Armorique* prévoit entre autre les mariages entre nobles et paysans et l'anoblissement des maris. Il est présenté comme préfigurant les cahiers de doléance un siècle plus tard.

⁴⁴ Témoignage de l'auteur de cet article

cette vision moderniste d'une histoire bretonne marquée par la dimension économique rejetant druide et korrigan dans un passé archaïque et dangereux. C'est en 1990 que paraît le dernier tome. Il en sera vendu 200 000 exemplaires au total en 25 ans.

La perception au travers du conflit du Joint français (1972)

Perçu initialement par un public cultivé d'étudiants et d'enseignants, qui composent les gros bataillons de l'UDB, le slogan *Bretagne = colonie* se diffuse plus largement dans le cadre des luttes sociales et au premier chef de la plus populaire celle du Joint Français. Dans le cadre de cette lutte, les impératifs de la mobilisation du soutien régional voulue par la CFDT rencontrent la dialectique régionaliste. Ainsi une étude des tracts diffusés pendant le conflit⁴⁵ montre une CFDT qui instrumentalise la notion colonisatrice pour dénoncer la situation des salariés de cette industrie chimique. Le message est abondamment repris par le PSU⁴⁶ qui s'appuie de son côté sur les prises de position de son leader Michel Rocard⁴⁷. Par cette lutte largement connue se popularise, reprise par les quotidiens locaux⁴⁸, l'image d'une Bretagne colonisée. Le point d'ancrage de cette convergence s'appuie sur les avantages accordés par l'Etat et les municipalités à des « usines pirates » dans le cadre de la décentralisation. On a vu au travers de l'exemple de l'autogestion à la CSF comment le contrôle par Paris des centres de production bretons pouvait être perçu par les salariés locaux. C'est sur cette base que se développe la lutte qui se termine par une victoire des salariés. Reste que pour les ouvriers l'influence de ce nouveau militantisme régionaliste a des effets certains non sur le plan politique - l'UDB ne parvient jamais à obtenir des résultats électoraux d'une quelconque importance au niveau régional - mais bien du point de vue culturel. Car c'est par le vecteur d'une musique bretonne revendicative véhiculée par les artistes engagés soutenant la lutte dans les *Fetz Noz* que va s'intérioriser pour les ouvriers cette nouvelle appartenance. Symbole parmi d'autre, la chanson « *La blanche hermine* » évocation historicisée de la situation de la Bretagne par le chanteur Gilles Servat (l'hermine est le symbole du duché de Bretagne) est reprise par les grévistes du Joint Français qui se l'approprient comme un symbole de leur lutte⁴⁹. Le *Gwen A Du*, le drapeau breton conçu par Morvan Marchal en 1922 est encore interdit tant par la CGT que par la CFDT lors des grèves de mai/juin 1968⁵⁰, on mesure le chemin parcouru quand les grévistes du Joint Français en 1972 font la quête auprès de la population pour soutenir leur lutte dans ce même drapeau. Reste que si la notion d'exploitation de la Bretagne est généralement acceptée⁵¹ - par la mise en cause du niveau des salaires ou des abattements de zone - la représentation de l'exploiteur par les salariés en grève ne se focalise pas par rapport à un ensemble national français, mais bien par rapport à des entreprises centralisées. C'est donc moins la France - et l'étendue nationale du soutien apporté aux grévistes du Joint Français est là pour relativiser toutes démarches en ce sens⁵²- que le rôle d'un capitalisme transnational dans le développement économique de la Bretagne qui est remis en cause..

⁴⁵ Archives UDCFDT des Côtes d'Armor.

⁴⁶ Notamment au travers de *Combat socialiste*, organe de la fédération PSU des Côtes du Nord.

⁴⁷ Michel Rocard, *Décolonisons la province*, 1967

⁴⁸ Par exemple le *Ouest France* du 4 mai 1972

⁴⁹ Entretien PB du 2 novembre 2001, tronçonneur au Joint Français

⁵⁰ Entretien JLF du 3 octobre 2000, secrétaire départemental CFDT

⁵¹ Entretien GB du 31 novembre 2001, régleur au joint Français

⁵² Jacques Capdevielle, *Le Joint Français, incidence politique d'un conflit social*, 1975, Presse de la FNNSP, 159 pages.

Conclusion

*Le combat de libération nationale n'est donc révolutionnaire que s'il vise à la destruction complète des superstructures coloniales, à l'abolition des rapports de domination. Il n'est révolutionnaire que s'il est compris au même titre que les luttes économiques et sexuelles comme une composante indissociable de la lutte globale de la libération de l'homme*⁵³. Quand un jeune militant de l'*emsav*⁵⁴ écrit ces lignes, il marque la profonde évolution du mouvement breton dans les années 68 accompagnant sa transformation d'une relecture de l'histoire qui abandonne toute référence directe à une nation bretonne élitaire en rejoignant les luttes sociales qui se développent en Bretagne. En s'intégrant aux luttes sociales, c'est bien par la dimension culturelle que le mouvement breton va s'imposer dans les consciences, une culture non plus dirigée contre la France mais se fondant dans une contestation sociale et culturelle plus large en lien avec l'ensemble des peuples dominés. En refondant une histoire régionale dans un contexte de lutte face à un adversaire transnational, le capitalisme dont la domination « française » n'est plus qu'un aspect, le régionalisme breton a *in fine* réaffirmée son identité dans la modernité. Place qu'il n'a pas perdu depuis.

⁵³ Erwan Vallerie, Théorie de la nation, *Sav Breizh*, n°1,2,3, 1971.

⁵⁴ Le journal *Sav Breizh* réunit de jeunes militants du MOB qui refusent dans un premier temps de suivre la scission de l'UDB. La revue publie 35 numéros de 1969 à 1975 et a une influence certaine sur le mouvement breton des années 68.